

Actares

Actionnariat
pour une
économie durable

Rapport annuel 2018



Rapport annuel 2018

1. Entreprises

1.1 Credit Suisse Group & UBS

Une fois de plus, Actares a critiqué l'insuffisance des informations données par Credit Suisse et UBS relatives à la protection du climat. Ces deux grandes banques comptent parmi les neuf banques occidentales qui, depuis l'adoption de l'accord de Paris sur le climat, ont augmenté plutôt que réduit leurs financements en faveur des 120 principaux promoteurs de centrales au charbon. Lors des Assemblées générales respectives des deux grandes banques, Actares a appelé à des stratégies globales de protection du climat sans failles. Il est grand temps de supprimer progressivement les financements existants dans les énergies fossiles et d'exclure les opérations d'investissement avec des entreprises qui n'adaptent pas leurs émissions de gaz à effet de serre aux objectifs de l'accord de Paris sur le climat.

1.2 LafargeHolcim

Géant du ciment, LafargeHolcim (LH) s'oppose à l'initiative «Pour des multinationales responsables» (KOVI) étant «consciente de ses responsabilités» et n'aurait donc pas besoin d'une telle réglementation. Les enquêtes menées par la justice française sur les transactions de LH avec la milice terroriste de l'Etat Islamique (EI) en Syrie, les rapports sur le travail des enfants dans des carrières en Ouganda et les protestations du syndicat IndustrieALL montrent un tableau différent. Lors de l'Assemblée générale, Actares a de nouveau souligné l'insuffisance de la sécurité sur les places de travail en Inde et a demandé à LH de rendre ses fournisseurs plus conscients de leurs responsabilités

1.3 Nestlé

Nestlé veut, d'ici 2020, que l'élaboration de tous ses produits ne participe pas au déboisement de zones forestières importantes. Lors de l'Assemblée générale de 2017, Actares a demandé que Nestlé analyse aussi les risques liés au «soja caché» dans les chaînes d'approvisionnement. Nestlé a réagi et renforcé son dialoque avec les ONG.

En 2018, Actares a demandé que les efforts pour une meilleure analyse de la traçabilité des matières premières achetées portent aussi sur l'huile de palme.

1.4 Novartis

A propos de Novartis, des rumeurs circulent depuis 2006 en Grèce au sujet de paiements illégaux à des médecins, mais aussi à de hauts responsables du gouvernement. En 2018, la Grèce et le FBI ont demandé l'entraide judiciaire à la Suisse. Lors de l'Assemblée générale de la société, Actares a souligné que ces accusations pourraient entraîner l'une des procédures les plus coûteuses depuis la création de la société en 1996. Actares a également critiqué les mesures encore insuffisamment efficaces pour lutter contre les pratiques de marketing et de vente déloyales.

1.5 Roche

Actares a demandé à Roche de reconsidérer la rémunération excessive du Président du Conseil d'administration qui gagne deux fois plus que la moyenne par rapport à ses pairs ayant des responsabilités similaires dans les sociétés du SMI. En particulier, le versement du bonus est contraire aux bonnes pratiques et nuit à l'indépendance du Conseil d'administration et de la Direction. D'autre part, la transparence exigée par Actares dans les rapports sur la distribution des médicaments dans les pays en développement laisse encore à désirer.

1.6 Swiss Re

Actares a apprécié le retrait partiel de Swiss Re du domaine du charbon et sa stratégie d'investissement responsable basée sur des critères ESG (Environnementaux, sociaux et de gouvernance), des étapes importantes pour renforcer la gestion durable de l'entreprise et consolider le rôle de leader dans ce domaine. Des mesures doivent encore être prises concernant la représentation des femmes aux plus hauts niveaux de direction et la limitation de la durée des mandats au sein du Conseil d'administration.

1.7 Zurich Insurance Group

Actares a salué l'évolution du Conseil d'administration. Personnalité largement reconnue et expert confirmé en matière d'assurances, M. Michel Liès a été élu Président du Conseil d'administration. Les initiatives concrètes présentées l'année dernière en matière d'investissement responsable et d'abandon progressif partiel du charbon doivent également être jugées positives.

Actares s'inquiète au sujet des informations récurrentes sur les mesures de restructuration et les pertes d'emplois qui en découlent, y compris les licenciements et les départs involontaires à la retraite anticipée.

2. Délégation des droits de vote

Cette année, Actares a reçu environ 1400 délégations de vote pour 110 sociétés. Actares s'est exprimée aux Assemblées générales de huit sociétés: Novartis, Roche, Zurich Insurance Group, Swiss Re, Nestlé, Credit Suisse, UBS et LafargeHolcim. Lors de la révision annuelle de ses critères de vote, Actares a tenu compte de son expérience des Assemblées générales de l'année dernière ainsi que des développements nationaux et internationaux.

3. Manifestations

3.1 Assemblée des membres d'Actares

Après la partie statutaire, nous avons accueilli M. Alexandre Sacerdoti, consultant pour la promotion d'une chaîne d'approvisionnement durable dans la production de chocolat et ancien directeur de Chocolat Villars. L'expert a présenté des méthodes permettant aux entreprises d'assumer leur responsabilité sociale et écologique dans la chaîne d'approvisionnement.

3.2 Actares-Forum: «Désinvestissement»

Pour atteindre l'objectif de 1,5 °C fixé lors de la Conférence de Paris sur le climat, nous devons réduire considérablement notre dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles. Mais comment? Cette question a été abordée fin mai lors d'un Forum Actares à Genève, avec Laura Rodriguez de la «2° Investing Initiative» et Frédéric-Paul Piguet de l'Institut Biosphère de Genève. Jacques Mirenowicz, rédacteur en chef de «LaRevue-Durable» et Co-directeur des Artisans de la transition, a assuré la modération.

3.3 Buffet des ONG

En collaboration avec cinq autres organisations à but non lucratif, Actares a organisé une soirée d'information à Zurich le 25 octobre sur les différentes possibilités de bénévolat. Plus de 120 personnes intéressées se sont inscrites à l'événement.

4. Communiqués de presse

Actares a envoyé dix communiqués de presse en 2018:

- Prix élevé des médicaments et nouveau soupçon de scandale chez Novartis
- Rémunération excessive pour le président de Roche

- Zurich Insurance Group: Des raisons d'espérer
- Questions à Nestlé: Traçabilité soja et huile de palme, gestion de l'eau
- Le bon moment pour du sang neuf à la présidence de Swiss Re
- Credit Suisse ignore l'Accord de Paris sur le climat
- UBS n'en a pas fini avec la durabilité
- Actares perd confiance dans l'efficacité des règles de compliance de Novartis
- Entreprises responsables: Actares salue la décision du Conseil national
- Participation des femmes dans les conseils d'administration
- Des dividendes au prix de la santé des collaborateurs?

5. Questions internes

5.1 Effectifs

Fin novembre 2018, Actares comptait 1227 membres, dont 24 personnes morales. Des institutions de droit public soutiennent aussi Actares, dont les membres sont notamment la Ville de Lausanne, ainsi que les communes de Carouge, du Locle, de Chêne-Bougeries et de Renens.

5.2 Activités du Comité et du Bureau

Cette année, le Comité s'est réuni quatre fois et le Bureau (émanant du Comité) dix fois de plus. Le Comité compte onze membres, dont cinq femmes et six hommes. Cinq des membres viennent de Suisse romande et six de Suisse alémanique. Sont membres du Bureau Veronika Hendry, Présidente, Edouard Deguemp, ainsi que la Directrice Nicole Weydknecht.

5.3 Groupes de travail

Les Groupes de travail ont fourni en 2018 une contribution essentielle aux activités d'Actares. Ils ont participé à l'élaboration des recommandations de vote et discuté des bases du travail d'Actares. Tout au long de l'année, ils ont suivi les activités des entreprises.

5.4 Secrétariat

L'emploi au Secrétariat se compose de 1,7 équivalent plein temps répartis entre trois personnes: Nicole Weydknecht (Direction), Roger Said (Recherche de fonds, Projets) et Matthias Dellsperger (Comptabilité, Gestion des membres et des délégations de votes).

Actares bénéficie du soutien de la Ville de Genève et de la Banque Alternative Suisse (BAS).